



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Une initiative qui vise juste

Le 17 avril était la journée internationale des luttes paysannes. Cette journée, lancée par La Via Campesina, commémore depuis 1996 le massacre de 20 paysans sans terre par la police militaire au Brésil. Chaque année, notre mouvement paysan international choisit un thème fédérateur que les associations nationales déclinent dans leurs pays respectifs. En 2015, la dénonciation des accords de libre-échange et la mainmise des grands groupes commerciaux étaient au cœur des revendications paysannes.

Pour Uniterre, c'était l'occasion de démontrer que l'initiative «souveraineté alimentaire», lancée il y a six mois, répond parfaitement à l'actualité. Ainsi, ce 17 avril, Uniterre et ses alliés ont organisé de nombreuses actions devant les grands distributeurs en Suisse pour dénoncer le dumping scandaleux sur le prix du lait (situé bien souvent à moins de 50 cts par litre) et la nécessité de soutenir des modifications législatives visant à créer de la transparence, de la protection et de l'équité sur le marché comme le propose très concrètement l'initiative populaire. Dans les marchés dérégulés tels que le Conseil fédéral cherche à nous les imposer, notamment via son contre projet libre-échangiste à l'initiative de l'Union suisse des paysans, l'industrie et la grande distribution prennent le contrôle de nos assiettes et nous perdons la maîtrise sur notre alimentation. La pression économique croissante sur les produits agricoles ruine l'agriculture paysanne et implique inévitablement l'emploi de méthodes de production agro-industrielles. Ceci alors que l'agriculture paysanne maintient le lien entre producteurs et consommateurs, nos terroirs et notre alimentation. Ce choix d'une agriculture paysanne refroidit le climat et s'inscrit dans la lutte contre le changement climatique.

L'initiative pour la souveraineté alimentaire offre une réelle perspective d'avenir:



une agriculture paysanne durable, donnant la priorité au marché local, permettant une véritable gestion des quantités et donc la réalisation de prix équitables pour les familles paysannes. Les échos rencontrés dans la rue lors des récoltes de signatures sont plus que positifs. Assurément, la population est là pour soutenir sa paysannerie. Des phrases telles que «oui, à fond on soutient un tel projet», «c'est juste un thème essentiel», «tout ce qui peut être fait pour freiner la privatisation des semences et l'avancée des OGM doit être soutenu», «c'est la moindre que les paysans obtiennent des prix pour leurs produits», «on en a marre de ce libre-échange qui ne nous a rien apporté, il faut unir nos forces» sont autant de preuves que la population est archi prête à soutenir cette vision pour une nouvelle politique agricole et alimentaire. Bien plus que nous osions le croire, elle est

à nos côtés et il ne faut donc pas hésiter à aller à sa rencontre.

Cette journée qui a été le théâtre de plus de 10 événements organisés dans 9 villes différentes de Suisse a également été l'occasion de dénoncer les pratiques de certaines multinationales faisant du business avec les matières premières et ayant choisi de placer leur siège social en Suisse pour bénéficier de gracieuses exonérations fiscales alors qu'elles sont responsables de pratiques sociales et environnementales purement scandaleuses au sud.

Assurément, l'initiative répond à de très nombreuses revendications d'Uniterre. Pour améliorer la situation des familles paysannes et leur offrir de réelles perspectives d'avenir, pour être en phase avec les attentes de notre population et solidaire avec nos collègues et les populations d'autres contrées.



Conseil fédéral

Rejet du contre-projet

Page 2



Luttes paysannes

Reflets

Page 3



ACP

En mouvement

Pages 6-7



Sections

Agenda

Page 8

POLITIQUE AGRICOLE

Un contre projet dangereux

Le nouvel article constitutionnel 102 a que le Conseil fédéral propose a clairement pour objectif d'ancrer dans la Constitution les accords de libre-échange en vue de compléter l'approvisionnement du pays. Or, si Uniterre est bien conscient que la Suisse n'est pas autosuffisante et que les importations de denrées alimentaires demeurent nécessaires -mais doivent absolument être subsidiaires à une production indigène renforcée- celles-ci ne doivent pas être effectuées sous un régime de libre-échange.



De notre point de vue, les échanges internationaux doivent se baser sur un commerce équitable qui deviendrait, à moyen terme, la norme. Les accords de libre-échange qui constituent la base d'une concurrence effrénée entre agricultures incomparables, ne font pas partie d'une telle vision. Sachant que la Suisse importe près de 45% de ses denrées alimentaires, sans avoir un article constitutionnel favorisant spécifiquement les importations, nous ne voyons aucune utilité à entamer une démarche accentuant encore cette tendance.

Plutôt que de se limiter à la sécurité alimentaire, en tant qu'organe politique, le Conseil fédéral devrait en premier lieu se questionner sur la souveraineté alimentaire qui définit les conditions politiques nécessaires à des politiques agricoles et alimentaires durables, rémunératrices pour les paysans, respectueuses de l'environnement et des animaux, à l'écoute des attentes de notre population et soucieuses des besoins des autres populations.

Un rapport explicatif trompeur

L'argumentaire du Conseil fédéral basé sur la sécurité alimentaire se sert du discours du «tout sécuritaire» pour tenter de faire passer son projet. Pour lui, il y a nécessité d'avoir accès à des produits alimentaires, quel qu'en soit le prix. Malgré le fait que le rapport évoque le souhait de s'approvisionner en denrées alimentaires importées respectant des normes que nous aurions définies en Suisse, il précise quelques pages plus loin que l'instrumentaire légal/commercial international fixé

dans les accords (OMC, UE, AELE et bientôt TTIP ??) laisse une marge de manœuvre extrêmement étroite pour agir. Au vu du peu d'empressément du Conseil fédéral à se distancer d'accords commerciaux signés -et pourtant renégociables en cas de nécessité-, gageons que son interprétation sera à l'avenir: «marge de manœuvre nulle».

Par ailleurs, le rapport explicatif brosse un tableau positif des mesures prises ces dernières années tels que le nouveau système des paiements directs, la charte et la stratégie qualité, les désignations de provenance etc. Il relève quelques ombres au tableau telles que les pertes de terres cultivables, mais il ne parle tout simplement pas des paysans et de leur situation financière qui ne cesse de s'aggraver! Ils sont tout simplement absents de ce rapport. Depuis la votation de l'article 104 de la Constitution dédié à l'agriculture multifonctionnelle en 1996, la Suisse a perdu 24'000 exploitations (-30%) et 60'000 emplois (-27%). Pour la majeure part des exploitations encore en «mode survie», la situation ne s'est pas pour autant améliorée. Preuve de l'inefficacité de notre politique agricole. Constat qui devrait pour le moins également alarmer les politiques.

Le rapport se penche sur les questions internationales et évoque certaines causes ayant entraîné la volatilité plus fréquente des prix, mais se garde bien d'évoquer la «spéculation» sur les denrées alimentaires dans ses explications. Simple omission? Nous osons en douter au vu de sa récente prise de position négative sur l'initiative populaire «Stop à la spéculation sur les denrées alimentaires» (jeunes socialistes suisses).

Concernant le passage évoquant la sous-alimentation nous nous permettons de rectifier que ce ne sont pas principalement les couches les plus pauvres des zones urbaines qui souffrent de la faim puisque des rapports successifs de la FAO démontrent que les personnes souffrant de la faim sont, pour 70% d'entre elles, situées en zones rurales et parmi elles une majorité sont des paysannes et des paysans. Ainsi, celles et ceux qui produisent de la nourriture ne mangent pas à leur faim. Corrigeons également le rapport à ce niveau en rappelant que lors de la crise alimentaire de 2008-2009, nous avons atteint le milliard de personnes souffrant de la faim. Même si ce chiffre a depuis baissé, nous ne pouvons affirmer, comme le fait le Conseil fédéral, que dans les

20 dernières années, les personnes souffrant de la faim ont diminué de 200'000 individus.

Quant à son affirmation de la nécessité de plus de compétitivité et de qualité, les paysans suisses ont fait plus que preuve de leurs efforts. Sans en être réellement récompensés. Depuis des années, le Conseil fédéral parle de créer de la valeur ajoutée sur le marché; et laisse les acteurs économiques en faire la répartition. Dans une situation de duopole comme nous la vivons en Suisse, il est illusoire d'espérer qu'une part juste de cette valeur ajoutée revienne aux premiers maillons de la chaîne. Et il est fort fréquent que quand ces derniers s'organisent pour récupérer cette fameuse valeur ajoutée sur la ferme ou tout au moins sur le plan régional, des mesures administratives ou des rétorsions déguisées sous la forme de mesures d'hygiène calquées sur un système industriel fassent capoter les projets. Ainsi, depuis des années, le ciseau des prix aux producteurs et aux consommateurs ne se resserre pas. Car la valeur ajoutée est captée par les intermédiaires et les dindons de la farce sont les familles paysannes, leurs employé-e-s et les consommateurs. Rien dans le rapport n'évoque le besoin ou la volonté de changer cet état de fait. Quant aux solutions visant à améliorer la compétitivité en passant par la réduction des coûts ou des charges administratives, les 20 dernières années nous ont prouvé que cela était peine perdue.

Par ailleurs nous ne pouvons pas admettre l'affirmation selon laquelle le niveau des prix suisses à la production et à la consommation soit avant tout lié à la protection à la frontière! A moins que le rapport n'entende par là l'ensemble de la protection de l'économie suisse. Il faut tout de même rappeler qu'en ce qui concerne les prix à la production, ceux-ci sont plus élevés dans notre pays essentiellement en raison des normes de production plus sévères, des conditions géographiques difficiles et des coûts de la vie plus élevés. Le vétérinaire, l'architecte, le plombier, les assurances maladies, le prix des terres et des locations sont ceux du contexte suisse et non grec ou kenyan... Cela n'a que peu à voir avec des taxes à la frontière ou des contingents tarifaires.

Il y a dans le rapport une volonté de présenter la protection à la frontière comme un mal alors que celle-ci est là pour réguler de manière intelligente le flux de marchandises et pour s'assurer

SEMAINE DU GOÛT

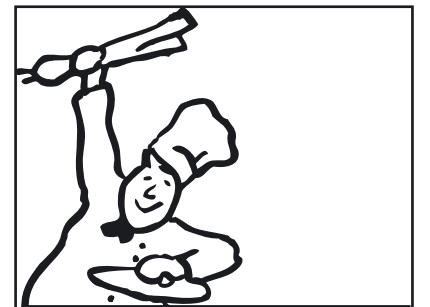
17-27 SEPTEMBRE

Renseignez-vous auprès d'Uniterre pour bénéficier d'une inscription gratuite! Délai 30 avril

La Semaine du Goût est une excellente occasion de rencontrer des citoyen-ne-s, des voisins et de discuter ensemble de la nourriture que nous souhaitons proposer, partager, déguster.

Si vous souhaitez organiser un événement sur votre ferme, avec un restaurateur de votre village, avec d'autres collègues, n'hésitez à nous contacter.

Uniterre, partenaire de la Semaine du Goût



que les choix politiques définis en Suisse soient respectés. Un peu plus bas, le rapport assène «si les prix à la production soutenus par les politiques agricoles peuvent accroître l'offre à court terme, ils présentent à plus long terme un risque, car ils vont à l'encontre des incitations à suivre l'évolution des marchés internationaux et à améliorer la compétitivité et l'innovation!!! Nous ne pouvons qu'encourager le Conseil fédéral à relire le rapport de l'IAAST (rapport mondial sur l'agriculture paru en 2008), dont la Suisse est signataire, qui précise bien que «le business comme il a été pratiqué jusqu'alors n'est plus une option et qu'il faut changer de paradigme».

Les familles paysannes suisses ne demandent pas grand chose. Elles souhaitent obtenir des prix pour leurs produits de qualité qui couvrent leurs coûts de production et que ces prix ne soient pas calqués sur l'évolution des marchés internationaux (10% de surplus de la production mondiale ne sont en aucun cas une référence scientifique pour fixer des prix!)

En bref, si l'article constitutionnel 102a est à rejeter purement et simplement, nous nous permettons d'ajouter que le rapport explicatif mérite un renvoi aussi sec. Il n'est pas acceptable qu'un rapport soit constitué d'autant de contre-vérités et d'inexactitudes

Valentina Hemmeler Maiga

JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES PAYSANNES

Reflets des actions menées en Suisse



Arrivée des tracteurs sur la Plaine de Plainpalais (Genève).

Tant dans le marché laitier que dans la filière céréalière les prix à la production frôlent les 50cts/kg. De tels prix ne permettent pas de couvrir les coûts de production et mettent en péril notre agriculture. Aujourd'hui, chaque jour, 4 fermes et 8 postes de travail disparaissent en Suisse et les structures locales de transformation sont abandonnées. 80% de nos aliments passent désormais par les canaux industriels.

Notre société en subit les conséquences: dégradation des conditions de travail, coûts sanitaires liés à la malbouffe, destruction de l'agriculture paysanne, gaspillage des ressources et perte de la biodiversité, pollutions des eaux et des sols, industrialisation de l'élevage et des systèmes alimentaires.

Nous sommes toutes et tous concernées, paysannes, paysans, consommatrices et consommateurs, parce qu'il s'agit de produire ce que nous mangeons en respectant la terre, et que se nourrir est un besoin vital. Nous habitons toutes et

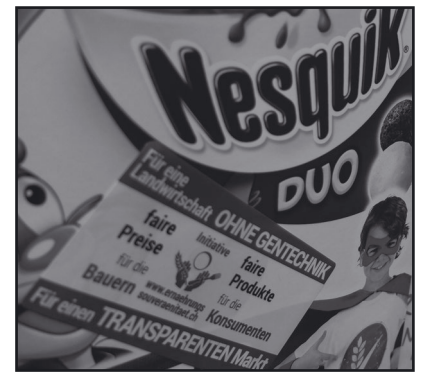
tous sur la même planète et désirons la préserver pour les générations futures. Le principe de la souveraineté alimentaire exprime la volonté citoyenne de considérer la nourriture autrement qu'une simple marchandise, mais comme une culture à laquelle nous voulons adhérer et que nous tenons de défendre. La démocratie alimentaire doit être ascendante, c'est à dire partir des villages, des régions, des villes et des municipalités. La souveraineté alimentaire doit se construire à l'échelle locale, autour du renforcement des capacités des petits agriculteurs et la priorité doit être de promouvoir les circuits courts.

Nous exigeons

- Des contrats entre les producteurs et les acheteurs
- Le droit réel des producteurs à ne pas produire des quantités excédentaires
- La participation des producteurs à la régulation des quantités
- Des prix équitables.



Les ACP bien présentes lors du 17 avril à Genève.



Devant et dans la Migros à Berne. Revendications pour des prix et pour une agriculture sans OGM.



Oetwil an der Limmat, installation en plein air figurant la disparition des fermes. Les constructions en bois utilisées autrefois pour sécher le foin symbolisent les fermes et les familles paysannes menacées par la politique agricole actuelle (ZH).



Place de la Palud, récolte de signatures. (Vaud)



Devant la multinationale Vale, dénonciation commune avec le Mouvement des Sans Terre.

INTERNATIONAL

Expo Milan 2015

En Suisse, plusieurs organisations ont dénoncé les dérives de l'Expo de Milan «Nourrir la planète. Energie pour la vie» sponsorisée par Syngenta, Nestlé ou encore Coca-Cola. Ulrike Minkner, vice-Présidente d'Uniterre a présenté ces critiques lors d'une table ronde «Agro statt Business» à Bâle. En Italie également, les organisations paysannes ne sont pas en reste. Nous publions ici une prise de position de AIAB (Italie), membre de La Via Campesina Europe.



Expo 2015 est devenu un événement célébrant la marchandisation des droits fondamentaux de l'Homme: les droits à l'eau et à la nourriture. Trois mois avant son inauguration, Expo 2015 a dévoilé son vrai visage. Pourtant la nourriture n'est pas une marchandise mais un droit fondamental. La souveraineté alimentaire est la revendication des droits des paysan-ne-s et des citoyen-ne-s du monde à exercer leurs droits fondamentaux. L'opération Expo 2015 renie cette revendication. Elle expulse les paysan-ne-s de leurs propres terres grâce à l'application de règles commerciales amenées par l'OMC ou par des accords de libre-échange comme le TTIP. Ces accords demandent l'élimination des paysans au bénéfice d'un échange mondial de matières premières agricoles ainsi que d'un modèle agro-industriel à forte intensité de capital qui ne profite qu'à une poignée de personnes. Alors qu'elles proclament qu'elles nourrissent le monde, les fermes agroindustrielles produisent aujourd'hui moins de 30% de l'approvisionnement alimentaire!

Ainsi, la réalité est tout autre et l'année 2014 des Nations Unies consacrée à l'agriculture familiale nous le montre bien. Des 570 millions de fermes que l'on trouve dans le monde, 500 millions sont des exploitations familiales et 470 d'entre elles sont de petite ou de très

petite taille. Ces fermes produisent 70% de l'alimentation mondiale!

Nos paysan-ne-s sont les fournisseurs de la nourriture du futur, mais ils servent aussi nos communautés et notre monde. Les exploitations paysannes disposent d'un modèle qui s'affranchit de plus en plus de l'utilisation du pétrole. Elles veillent à protéger les biodiversités locales, préservent et sélectionnent les semences dans un tragique contexte de changement climatique. Ces exploitations paysannes forment les fondations d'un mouvement qui s'assure du droit à l'alimentation de toute l'humanité.

La Via Campesina Europe hors d'Expo 2015

Le projet présenté par Expo 2015 va créer un Disneyland de la nourriture. Cette dernière deviendra une marchandise pour ceux qui en auront les moyens. Et toute la production alimentaire sera contrôlée par une petite élite. C'est pourquoi ECVC ne participera pas à Expo 2015. Pour s'y opposer, ECVC organisera partout en Italie «Les six mois de la souveraineté alimentaire» durant lesquels les producteurs de la nourriture d'aujourd'hui et de demain pourront enfin s'exprimer, se présenter ou défendre nos droits collectifs. Les deux lieux importants de rencontres se trouvent à Milan et à Rome. A Milan, le

pavillon de la souveraineté alimentaire sera organisé à La Stecca. A Rome, la Città dell'Altra Economia (la ville de l'autre économie) deviendra la ville de la souveraineté alimentaire du 1^{er} mai jusqu'au 30 octobre 2015. Ces deux espaces symboliques appartiennent aux Municipalités de Rome et Milan, donc à des collectivités locales. C'est là que nous devons amener des plans et des discussions visant à assurer la souveraineté alimentaire.

Nous demanderons la création de Conseils alimentaires afin de soutenir la démocratisation des politiques agricoles et alimentaires. Sans ce changement de paradigme, les politiques alimentaires demeureront au service des intérêts commerciaux et elles continueront à renier les droits de l'Homme les plus basiques au bénéfice d'un petit groupe qui gagne toujours plus, malgré ces temps de crise.

La mesquinerie et le provincialisme italiens sont bien connus. Mais l'idée que l'Expo puisse être une opération commerciale menée afin de justifier une banale transaction immobilière serait trop simpliste. Avaient-ils besoin de remuer ciel et terre pour présenter leur projet? Non! Expo 2015 est bien plus importante, elle fait partie d'un ensemble destiné à repenser les droits fondamentaux des citoyens et à placer les échanges internationaux au cœur des politiques agricoles et alimentaires. Dans un monde où ces politiques commencent à devenir de plus en plus connotées négativement (après tout, qui veut encore des OGM aujourd'hui?), il fallait élaborer de nouveaux outils et plus d'événements populaires pour redorer leur réputation aujourd'hui ternie.

Expo 2015 doit célébrer les règles commerciales, mais nous voulons célébrer

et défendre nos droits! Nous laisserons la parole aux producteurs alimentaires, aux paysans, aux pêcheurs, aux peuples indigènes, aux bergers, aux nomades, aux travailleurs sans terre.

ECVC, Bruxelles, avril 2015

Quelques faits

Pour Expo 2015, 200 ha de terres ont été bétonnées et asphaltées, pour l'espace d'exposition, les parkings et les routes d'accès. Il y a eu des expropriations de paysans.

L'Etat Italien a investi 1.3 milliards pour l'expo.

Dans les silos du Pavillon suisse de l'Expo se trouvent du sel, du café, de l'eau et des pommes séchées, à discrétion. (Le café provient bien sûr de Nestlé, principal sponsor avec 3 millions d'Euros). Nestlé présente son histoire dans le pavillon.

Syngenta a obtenu le titre de parrain et est le principal sponsor de la présence de la Ville de Bâle à l'Expo de Milan.

Coca Cola est également un des sponsors principaux. Il possède un immense pavillon dans l'espace dédié aux entreprises.

Les prix des stands ne sont pas accessibles pour les petits producteurs. San Pellegrino paie pour 100 m², 1.15 millions d'Euros pour la location.

Les prix d'entrée à l'Expo sont également dissuasifs pour une part de la population (34 frs pour les adultes).

Commission lait: compte rendu

La commission lait d'Uniterre s'est réunie à Fribourg au début du mois d'avril. Elle s'est penchée sur les problèmes engendrés par l'arrivée des quotas à trois mois pour la production de lait destiné au Gruyère.

Une première remarque évoquée est l'effet rétroactif de l'attribution de la quantité. C'est-à-dire que les producteurs ne connaissent pas leurs quantités de lait à produire au début des trois mois, mais seulement après un mois et demi de production. Ce qui ne simplifie pas la gestion du troupeau pour adapter la production.

Le lait coulé en surplus finit dans la filière industrielle à des prix dérisoires, vraisemblablement en dessous des 20 centimes par kg. Or, il est difficile de savoir, au niveau des industries, ce qui est réellement fait avec ce lait. Est-il réellement exporté? Est-il transformé en fromage pour le marché suisse? Si cela devait être le cas, l'industrie en question touche-t-elle les soutiens de la Confédération pour le lait transformé en fromage? Ces questions restent ouvertes.

Un autre problème soulevé concerne la répartition des livraisons de lait dans les fromageries. Avec l'agrandissement

des communautés d'exploitations, un producteur d'une telle ferme peut livrer son lait dans plusieurs fromageries, mais à des périodes différentes. Par exemple, au début du mois, il pourrait livrer une grande partie de son quota de lait dans la fromagerie X, et le mois suivant dans la fromagerie Y et ainsi de suite. Il n'est donc jamais touché par les restrictions à trois mois puisqu'il ne livre jamais plus que son quota par fromagerie. Il a donc de meilleures possibilités pour répartir ses quantités. Ce qui n'est pas le cas d'un producteur qui ne livrerait qu'à une seule fromagerie. De plus, ces fluctuations importantes de livraisons

provoquent des problèmes à la fabrication (fluctuation forte du nombre de meules) et des tensions entre paysans au sein des sociétés de laiterie.

Un autre point n'est pas encore clair pour les membres de la commission lait: qu'advient-il des quantités non coulées des fermes dont les troupeaux monteront à l'alpage prochainement? La question reste pour l'instant en suspend mais la commission souhaite recevoir des réponses à ces différents points afin de clarifier les enjeux pour l'avenir proche des producteurs.

Nicolas Bezençon

GLOBAL

Déclaration de La Via Campesina sur la migration et les travailleurs ruraux

La migration des peuples à travers des barrières arbitraires est partie intégrale de l'histoire de l'humanité. Motivés par la recherche de meilleures conditions de vie, ces mouvements de populations d'un endroit vers un autre ont été transformés plus tard en processus sociaux, économiques et politiques qui ont largement bénéficié aux élites dirigeantes – des marchands d'esclaves aux multinationales actuelles. A l'heure où la Méditerranée se transforme en vaste cimetière pour les migrant-e-s, il est nécessaire de se poser la question des origines des migrations, d'en identifier les victimes et celles et ceux qui en profitent. Nul ne quitte sa terre de gaîté de coeur. Cette personne ne doit ainsi pas être perçue comme une menace, mais comme une victime d'un système économique global pervers. Elle mérite respect, écoute et protection.



Aujourd'hui, notre système économique libéral exige des libertés exceptionnelles pour lui-même - combinés avec de grandes restrictions pour les plus pauvres - qui engendrent guerres, exclusion sociale, injustices économiques, crise climatique globale qui forcent des milliers d'êtres humains à chercher un refuge au delà des frontières internationales imposées.

Victimes du système économique

Le monde financier et l'agrobusiness concentrent leurs pouvoirs et leurs biens -diminuant les capacités de vie de l'agriculture paysanne. En générant la précarité, ils contraignent un nombre grandissant de la population rurale à quitter leurs fermes pour migrer vers la ville. Les politiques libérales, les accords de libre échange, le développement de l'agriculture industrielle, la concentration des bassins de production ont des effets destructeurs sur l'environnement, la biodiversité, le climat et les économies locales, en particulier paysannes. Les communautés paysannes sont particulièrement affectées par ces politiques agressives qui imposent un modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources, la captation des biens communs, le vol des terres agricoles et l'exploitation des paysannes et des paysans comme celle des femmes et des hommes travailleurs de la terre. C'est ainsi qu'une forte proportion de paysans ruinés par ces politiques se retrouvent parmi les centaines de

milliers de personnes migrantes dans le monde, obligés d'aller vendre leur force de travail loin de chez eux.

Travailleurs migrants exploités

Une fois urbanisés, nos peuples sont dans l'impossibilité de trouver des opportunités dans nos pays et deviennent les migrants d'aujourd'hui, la main d'œuvre pas chère au service des multinationales. Les cas les plus révélateurs sont les paysans qui quittent les fermes familiales pour devenir travailleurs low cost de l'agriculture des géants comme Monsanto, Cargill, ou DuPont. Ceci arrive autant en interne – à l'intérieur du Mexique ou de la Palestine par exemple - qu'en externe. Nous traversons les frontières pour travailler pour ceux qui nous forcent à quitter nos terres.

La Via Campesina, le mouvement social le plus vaste, avec des millions de paysans et paysannes, de femmes, de jeunes, de peuples indigènes, d'afro-descendants, pêcheurs et -souvent dû à des déplacements involontaires- des migrants et des travailleurs ruraux, dénonce le fait que, celles et ceux qui souffrent du changement climatique qui provoque des dégâts catastrophiques dans nos territoires sont les plus pauvres d'entre nous. Le terme de "réfugié climatique" est aujourd'hui utilisé pour décrire celles et ceux d'entre nous chassés de leurs terres par les crises climatiques globales, par l'industrialisa-

tion de l'alimentation et par un système social qui rend coupable ses victimes et pardonne ses auteurs.

Des revendications audacieuses

Pour faire avancer la lutte pour la Souveraineté Alimentaire et permettre de mettre fin au contrôle des multinationales sur système alimentaire global, La Via Campesina déclare qu'il est nécessaire de:

1. Mettre fin à la violence et à la répression contre les migrants victimes d'une soi-disant lutte contre le terrorisme. L'immigration doit cesser d'être amalgamée avec les menaces contre la sécurité nationale.

2. Que les émigrés sans papiers cessent d'être séparés de leurs familles, car cela a de graves conséquences sur la vie de leurs enfants. Il faut arrêter de confiner les enfants de migrants dans des centres de détention qui les font vivre dans des conditions inhumaines, insalubres et en violation de leurs droits les plus élémentaires.

3. Que les réfugiés bénéficient de la protection des grandes organisations internationales et des ONG dont les valeurs morales sont reconnues, que leurs droits soient garantis et que les camps de réfugiés soient mieux encadrés.

4. Endiguer et révoquer les actions et les politiques qui criminalisent les migrants et ne font qu'augmenter les cas de persécution, de détention, d'expulsion et d'attaques physiques envers ces derniers. Il faut forcer les Etats à respecter les conventions internationales, à adhérer à la Convention pour la protection des droits des migrants et leurs familles et à modifier leurs politiques et leurs interventions publiques pour assurer la bonne exécution des conventions sus-mentionnées.

5. Légaliser la migration «clandestine» pour combattre la criminalisation.

6. Permettre aux migrant-e-s l'accès au marché du travail dans des conditions équivalentes aux travailleuses et travailleurs «nationaux».

7. Remettre en question le travail temporaire/saisonnier, car ce système ne fait que diviser la classe ouvrière et affaiblir ses luttes et son organisation interne. Dans de nombreux cas («bracero» et «guest workers»), ils ne

profitent qu'à l'agriculture industrielle en lui fournissant une main d'œuvre bon marché et docile.

8. Mettre en place des réseaux actifs permettant l'organisation et la défense des migrants, le renforcement du droit à la négociation collective et du droit de grève.

9. Démanteler les accords de libre échange, qui ont un impact sur les biens communs, les communautés rurales et les peuples autochtones. Inscrire le principe de la souveraineté alimentaire dans le droit international pour retirer au capital corporatif le contrôle du système alimentaire et reconstruire les agricultures nourricières dans nos pays respectifs.

10. Combattre le système de croissance économique et son évolution «verte» qui ne touche en rien aux causes de la crise climatique, qui elle-même exacerbe la crise des migrations. Les catastrophes climatiques sont de plus en plus fréquentes et sont déjà responsables d'un quart des migrations non-désirées à l'échelle mondiale estimées à 210 millions de personnes.

11. Reconnaitre les causes de la crise climatique mondiale et forcer les sociétés transnationales et leurs gouvernements dans les pays industrialisés à assumer leur responsabilité dans la vague de réfugiés climatiques. Au niveau national, intégrer les victimes de déplacements dus à la dégradation de l'environnement dans les stratégies de développement social pour les aider à s'organiser.

12. Elaborer des plans d'action avec des échéances précises dans les politiques nationales de recherche et développement, en donnant la priorité à l'agriculture paysanne durable comme une option viable pour lutter contre la crise climatique et réduire les impacts des déplacements dus à la dégradation de l'environnement.

13. Faire tomber tous les murs: Etats-Unis/Mexique, Melilla, Ceuta, Palestine, Sahara occidental, etc., car non seulement ils représentent une agression barbare contre l'humanité et ils divisent les peuples, mais ils attentent à la nature.

14. Mettre fin aux guerres pour l'occupation de territoires, l'extraction des richesses et l'asservissement des peuples autochtones

La Via Campesina

FRACP

Reflets de l'AG de la fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité

Le 11 mars dernier, les membres de la Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité se réunissaient en assemblée générale ordinaire. Compte-rendu.



La FRACP réunie en été 2014 lors de son traditionnel Brunch annuel.

Renouvellement du comité

Fabienne Tschanz des Jardins d'Ouchy et du Flon continue son mandat de Présidente pour l'année 2015. Nouvellement élue, Gaëlle Bigler de Notre Panier Bio rejoint l'équipe en place qui se compose de Flore Binggeli de Lumière des champs, de Julia Panetti de Cultures Locales, de Luc Bardet de Croqu'erre et comme invité permanent Julien Vuilleumier de Notre Panier Bio. Le secrétariat reste assuré par Nicolas Bezençon. Le comité ainsi que l'assemblée ont remercié et salué le travail fourni par Dominique Chenu, membre démissionnaire pour 2015.

Communication: un chantier ouvert

Une importante réflexion a été menée sur les rôles de la Fédération et notamment sur sa communication interne et externe. Ses interlocuteurs évoluent au fur et à mesure que l'agriculture contractuelle se développe et s'installe. A sa création, la Fédération fonctionnait essentiellement comme une plate-forme d'échanges et de réflexions entre ses membres. Aujourd'hui, elle doit, en plus, faire de la promotion pour ses membres, fournir de l'information, développer de nouveaux projets, communiquer en interne et développer des relations vers l'extérieur (mangeurs, collectivités, journalistes, politiques, réseaux d'agriculture contractuelle alémaniques et internationaux...) et rechercher des fonds. Cette évolution dynamique et réjouissante signifie aussi

un questionnement sur la pertinence des outils actuels de communication.

Un groupe de travail a été nommé pour faire le point sur les différents outils de communication actuels et ceux qui restent à améliorer ou à développer. Néanmoins tous s'accordent à dire que le site web doit être amélioré.

Les comptes presque équilibrés

Les comptes de l'année ont été bouclés avec un léger déficit. Ce dernier a été comblé par les réserves de la Fédération. Le total des actifs au bilan au 31 décembre 2014 s'élève à un peu plus de 30'000 CHFrs. Les entrées proviennent pour la majeure partie des cotisations annuelles des membres ainsi que de différents projets externes. Il n'y a pas eu de dons cette année. Le budget 2015 prévoit un équilibre des comptes, sans pour autant remettre en question le niveau des cotisations. Une sensible baisse des charges, le développement de nouveaux projets et de la recherche de fonds devraient permettre de couvrir les charges.

La FRACP devient Paniers engagés

Le nom FRACP (acronyme de Fédération romande de l'agriculture de proximité) n'a jamais été facile à prononcer et encore moins à communiquer. Difficile pour le quidam de faire le lien entre le mot FRACP et l'agriculture locale, contractuelle et l'alimentation.

Les membres ont donc adopté un nouveau nom pour leur fédération. Il s'agit de «Paniers engagés, Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité». Cette nouvelle dénomination sera intégrée dès que possible à la nouvelle charte graphique de la fédération.

A l'international

Après la rencontre en Suisse du début de l'année 2015 (voir page 7), sept membres de la Fédération participent, du 29 juin au 3 juillet 2015, à la dernière rencontre du projet Grundtvig intitulé «Démocratisation de la recherche agronomique», qui se déroulera dans le sud-ouest de l'Angleterre. Cette ultime rencontre devrait aboutir à la réalisation d'un manifeste commun des organisations européennes engagées dans ce processus. Entre les périodes de travail rédactionnel, les participants auront la possibilité de visiter des structures d'agriculture contractuelle locales, une petite fromagerie et d'aborder une problématique centrale en agriculture, à savoir comment donner l'accès au foncier à des jeunes paysans formés, sans ferme, qui souhaitent développer un projet agricole.

L'assemblée a également proposé au comité qu'il continue les démarches pour une éventuelle adhésion de la fédération au réseau URGENCI, la plate-forme internationale d'échanges pour de l'agriculture contractuelle de proximité.

Soutien unanime pour l'initiative «Pour la souveraineté alimentaire»

Les membres ont voté à l'unanimité pour que la Fédération intègre le comité de soutien de l'initiative «Pour la souveraineté alimentaire, l'agriculture nous concerne toutes et tous». Certains se sont également engagés à participer activement à la récolte de signatures.

Nicolas Bezençon



Une nouvelle identité

Lors de la dernière assemblée générale, la Fracp est devenue «PANIERSENGAGES, Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité». La Fédération s'attelle à développer un nouveau logo, une charte graphique et de nouveaux outils de communication.

Soutenir

Si vous souhaitez soutenir les activités de la Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité, voici ses coordonnées bancaires:

Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité,
1007 Lausanne
IBAN CH930900000102651923
CCP 10-265192-3

MARCHÉ PAYSAN EN FÊTE 23 - 24 MAI 2015

Couleurs Salades

Samedi 23 mai

AVRACAVABRAC

Soirée d'impro
Théâtrale

Avec la participation
de Vincent Kucholl
et Vincent Vellion
www.avrac.ch



SALLE DE SPECTACLE D'APPLES - 20h

Ouverture des portes 18h30 - Petite restauration dès 18h

Billets en vente (48.- Frs), sur le site internet:
www.marchepaysan.ch ainsi qu'au Journal de Morges

Dimanche 24 mai

6h-9h
Journal du dimanche
Monsieur Jardinier

14h30
Conférence de
M. Philippe Ligron
Parrain de la fête

9h-17h
Grand marché
Espace gourmand
ouvert par les
membres

« les couleurs et les
légumes dans l'histoire
de la gastronomie »

11h
Remise des prix du
Concours des écoles

Animations diverses
pour petits et
grands

la ligne nature

Metabol

BOLUS naturel après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral

TARIR avec la nature
sans antibiotique

Parabol

en cas de cellules
somatiques

LGC SA

ONLINE SHOP 1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

PROJET EUROPÉEN

Vers un manifeste pour une autre recherche

Des agronomes italiens, une généticienne française, une paysanne et fromagère anglaise, des jardiniers suisses, et bien d'autres encore qui visitent en plein hiver et dans la neige, les cultures de Rage de Vert sur les hauts de Neuchâtel avant de partager une choucroute. Un aperçu instantané de la rencontre DARE qui s'est déroulée au début février à l'invitation de la FRACP. Durant trois jours de visites de terrain, de discussions et d'ateliers, la question de la recherche agricole s'est liée à des enjeux très concrets et pratiques pour esquisser comment faire une autre agriculture.



Atelier aux Jardins de Cocagne à Genève sur les nouvelles formes de communication.

4 partenaires, 4 rencontres

Depuis le début 2014, le projet DARE pour «Démocratisation de la recherche agricole», permet à des paysans, des chercheurs et des citoyens de se retrouver pour initier un premier réseau d'échanges d'expériences sur l'innovation paysanne et la recherche collaborative en agriculture. Quatre partenaires nationaux, la «Fondation italienne pour la recherche en agriculture biologique et biodynamique» (FIRAB), le «Centre pour l'Agro-écologie, l'eau et la résilience» (CAWR) de Coventry en Grande-Bretagne, l'association «Biodiversité: Echanges et Diffusions d'Expériences» (BEDE) de Montpellier et la FRACP (Fédération romande d'agriculture contractuelle de proximité), coordonnent les échanges et accueillent à tour de rôle des rencontres. Les déplacements des participant-e-s à ces réunions sont financés par le programme Grundtvig de l'Union Européenne qui s'inscrit dans une optique de formation d'adultes. Ainsi avec le projet DARE, l'apprentissage se passe par le dialogue, l'élaboration commune dans le cadre d'un groupe hétéroclite et multi-acteurs qui cherche à questionner la recherche agricole conventionnelle. La questionner, non pas pour l'amour de l'art, mais bien pour proposer des processus plus collaboratifs et démocratiques. Avec des propositions sur le plan local, pour être au service concret des besoins des paysans et dans une reconnaissance de leurs propres savoirs. Mais aussi à une échelle plus large; en effet la recherche est une base de définition de ce qui sera l'agriculture de demain et de comment elle sera encadrée. Ainsi la gouvernance de la recherche, au niveau national comme international, est à interpeller

pour proposer des alternatives. Mais comment faire alors que l'on est un tout petit groupe dans un projet restreint? En regroupant les forces sur des bases communes (souveraineté alimentaire, agro-écologie paysanne) et des exemples très concrets, c'est ainsi que fonctionne chaque réunion – l'organisateur propose de mêler visites de terrain, rencontres et discussions pour contribuer à sa manière à ces objectifs.

Accueil par la FRACP

En tant que partenaire différent (les autres sont des instituts ou associations scientifiques) et peu impliqué directement dans le monde de la recherche, la FRACP a choisi de montrer ses spécificités et voulu présenter un projet participatif depuis le début. Ainsi, en été 2014, lors de son brunch annuel, une discussion a permis de définir les thèmes à partir des attentes et besoins des différentes ACP. Un petit groupe de pilotage a été chargé de concevoir un programme qui associait des visites thématiques dans des initiatives, des ateliers de discussions et des sessions dévolues au développement du projet DARE. La participation jusque dans la logistique puisque les délégué-e-s ont été accueillis chez des membres des ACP locales à Genève puis à Lausanne, l'occasion de prolonger les échanges.

Lors de l'accueil à Genève, le 1^{er} jour, c'est le contexte spécifique de l'agriculture suisse qui a été présenté par Nicolas Bezençon au travers de l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Celle-ci a retenu l'attention et l'intérêt des participant-e-s, un outil démocratique permettant le débat – un vrai parallèle avec les enjeux de ce projet.

La première visite de terrain s'est tenue aux Jardins des Charrotons le second jour, après une matinée consacrée à la définition des objectifs et un retour sur une expérience de formation au Burkina-Faso. Coordinée par Marie Brault, jardinière, qui vient de terminer un mémoire à l'Hepia sur la question de l'installation des jeunes agriculteurs, cette visite abordait ce même thème, en partant de son travail et du cas des Charrotons. En considérant différentes solutions aussi bien légales que techniques, le débat a pu être ouvert sur les différents contextes nationaux. Force est de constater que la problématique est récurrente et qu'une concertation et une recherche commune de réponses sont cruciales.

La troisième journée a été consacrée à une visite atelier aux Jardins de Cocagne avec une discussion sous forme de jeu de rôles pour trouver de nouvelles formes de communication afin de convaincre de nouveaux adhérents. Un échange intense sur le mode du bouche à oreille, avec comme base l'expérience de Claude Mudry. S'en est suivi un trajet vers Neuchâtel, pour retrouver Rage de Vert sur son terrain enneigé de Pierre-à-Bot. Au menu, une réflexion collective sur les essais en maraîchage et la manière de partager des informations issues de la pratique agricole. David Bichsel et Tal Shani ont assuré l'accueil, la présentation de leur initiative et de leurs expériences maraîchères.

Concrétisation et suites

Les objectifs et la manière de procéder au sein du projet DARE ont évolué tout au long des trois réunions, avec une idée toutefois plus concrète pour cette rencontre suisse. Celle de lancer les bases pour un manifeste pour une démocratisation de la recherche. Ainsi, la dernière journée, à Pôle Sud, à Lausanne, a été consacrée aux réflexions par rapport à la mise en œuvre d'un processus pour l'élaboration collective de cette déclaration. En définissant les questions-clés, les domaines d'actions, les publics à atteindre et les moyens potentiels, c'est une matière première presque brute qui a été produite. En considérant que c'est une action politique qui est nécessaire pour interpeller les institutions de recherche, mais aussi pour trouver des alliées dans les organisations paysannes et citoyennes, ce manifeste sera avant tout un outil pour permettre de futures actions et propositions aux échelons régionaux, nationaux et internationaux.

La quatrième et dernière étape se déroulera dans le Devon, au sud-ouest de l'Angleterre, à la fin juin, avec au programme de nouvelles et passionnantes visites de terrain et surtout l'aboutissement du manifeste. La FRACP y sera représentée avec une importante délégation, mais des places pour les intéressés sont toujours disponibles.

Julien Vuilleumier



Visite de la serre de Rage de Vert à Pierre-à-Bot.

NOUVELLES DES SECTIONS

Cela se passe près de chez vous

Section Neuchâtel

Chaque dernier jeudi du mois, la section organise une rencontre au restaurant de la Croisée à Malvilliers à 20h. Vous êtes les bienvenus. Le prochain aura donc lieu le jeudi 28 mai. Par ailleurs, la section participe à des récoltes de signatures pour l'initiative ces prochaines semaines:

En mai: jeudi 7 mai de 16h à 19h
samedi 9 mai de 9h30 à 12h
samedi 16 mai de 9h30 à 13h30
Contact: Philippe Reichenbach
079 640 89 63



Section Vaud

La section aura son prochain comité le 7 mai 2015 à 20h au café Central au Mont sur Lausanne. Elle se réjouit de voir de nouvelles personnes pour renforcer l'équipe actuelle.

Elle s'engage fortement dans la récolte de signatures et souhaiterait à nouveau organiser des actions pour défendre le prix du lait et des céréales.

Contact: Christophe Michon
079 282 05 47



Section Genève

La section a été très active pour célébrer la journée internationale des luttes paysanne et pour organiser des récoltes lors de moments clés. Les prochaines

dates de récoltes annoncées sont pour le moment

Fête du 1^{er} mai: cortège et Bastions.
Rdv pl. des 22 Cantons. Tracteur.

Caravane Marche Mondiale: 23-24-25 mai

Caves ouvertes: le 30 mai

Croquettes en campagne: 6 juin

Par ailleurs la section a engagé Marie Brault, qui travaille aux Charotons, pour faciliter la coordination des activités de la section, à 20%. Bienvenue.

Prochaine AG de la section genevoise: mercredi 20 mai, 20h, Auberge de Satigny (lieu à confirmer)

Contact Rudi Berli
078 707 78 83



Section Fribourg

La section s'est fortement engagée dans la récolte de signatures avec ses alliés comme le ROC, les ACP ou l'ACAR, avec d'excellents résultats. Actuellement elle parcourt les déchetteries où il est aisé de récolter des signatures.

Début avril elle a organisé son AG avec pour thème la question des OGM en Suisse. Elle organise au moins une fois par mois un comité. Toutes et tous sont cordialement invité-e-s.

Contact: Stéphane Mauron
026 655 16 27.



SOUTENIR UNITERRE

Dans ce journal vous trouvez un bulletin de versement. Deux fois par an, nous nous permettons de vous solliciter, au delà des cotisations, pour soutenir les activités du syndicat.

Si la situation est moins critique que l'an passé, les liquidités ne nous permettent pas à ce jour de finir l'année alors que de beaux et grands projets sont en cours et que vous avez besoin d'un syndicat réactif dans les prochains mois pour faire face aux défis.

Si vous avez quelques sous à disposition, sachez que ceux-ci seront utilisés avec efficacité par votre syndicat.

Un grand merci

NEWSLETTER UNITERRE

Recevez-vous notre newsletter? Nos mails, nos sms? Transmettez-nous votre adresse mail et votre natel

AGENDA

1^{er} mai 14h30 Genève
récolte lors du cortège et de la fête aux Bastions

7 mai, 20h: comité Uniterre Vaud au Mont-sur-Lausanne café Central

Neuchâtel en mai: plusieurs stands en mai (voir ci-contre).
Comité Uniterre NE 28 mai à 20h, Malvilliers

Fribourg en mai

Stands en préparation

Valais: 9 et 10 mai

=> finale combat des Reines, Aproz

20 mai, 20h: AG Uniterre GE

Samedi 23 Mai 2015, Morges
Marche mondiale pour une agriculture durable et souveraine

8h30-13h Stand d'info au marché sur l'agriculture intensive, OGM, diktats des multinationales; luttes et alternatives.

14h à la place de l'hôtel de ville
Départ de la marche pacifique en direction du siège de Monsanto.

Fête «Marché Paysan»: 23-24 mai à Apples (VD)

samedi 23 mai dès 18h, spectacle dimanche 24 mai: dès 6h jusque 17h. www.marchepaysan.ch

30 mai: Caves ouvertes, Satigny, Soral, Dardagny

Récolte chez des vigneron-ne-s

L'agenda dans le détail

www.uniterre.ch/agenda
www.souverainete-alimentaire.ch/agenda

50ct/litre de lait pour le paysan: SCANDALE!
EXIGEONS:

1.-/litre de lait pour les paysans



commerce équitable pour les consommateurs

HALTE AU DUMPING!



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture!
Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation: le trio gagnant

www.cresus.ch



www.uniterre.ch

Responsable du journal:
Valentina Hemmeler Maïga v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:
Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.-
Sympathisant: Fr. 150.- Soutien: Fr. 400.-
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre
No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:
Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch
Commission grandes cultures et viande:
Nicolas Bezençon, gv viande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre:
Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch
Coordination Européenne Via Campesina:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Commission vente directe:
Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch
Commission jeunesaccès à la terre:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Président: Charles-Bernard Bolay charles-bernard@bluewin.ch